



Etat des instruments politiques, capacités  
institutionnelles et niveaux de sensibilisation sur le  
changement climatique et les aires protégées en  
Afrique de l'Ouest :

cas de la Gambie, du Mali, de la Sierra Leone, du  
Tchad et du Togo

CCPAWA Inception meeting – Banjul 30 march-01 April 2011

# Objectif de l'étude

- Rassembler des informations sur le cadre institutionnel selon lequel le changement climatique et les AP sont gérés dans la région.
  - Revue de l'état des politiques nationales et des instruments juridiques et leur mise en œuvre au niveau national
  - Revue des politiques régionales et internationales
  - Etat des problèmes liés aux capacités institutionnelles : est-ce que les capacités institutionnelles existent pour gérer la question de l'impact du CC sur les AP et les communautés
  - Etat du niveau de sensibilisation (comment le changement climatique en relation avec les AP est compris)

# Instruments politiques

## Politiques nationales et instruments juridiques

Les 5 pays possèdent une ou plusieurs de ces politiques/plans en fonction de leurs priorités :

- PNAE
- Politique nationale des forêts, de la faune et des ressources halieutiques
- Politique nationale de l'environnement
- Stratégies et plan d'action : biodiversité (Tchad), désertification (Tchad, Togo), aires protégées (en cours au Mali)
- Décrets, lois portant sur conservation de la faune
- Stratégies de mise en œuvre des 3 conventions issues de Rio
- Documents stratégique de réduction de la pauvreté

# Instruments politiques

## Politiques nationales et instruments juridiques

### **Obstacles à la mise en œuvre:**

- Absence (ou insuffisance) des textes juridiques d'application
- Conflits entre les lois modernes et les coutumes
- Faible capacité des politiques globales et sectorielles à assurer l'intégration des politiques d'environnement et de développement
- Faible mobilisation des ressources financières

# Instruments politiques

## Politiques régionales/internationales

Les pays du projet ont ratifiés les conventions suivantes : CCD, UNFCCC, CBD, Alger, UNESCO, CITES, Abidjan

### **Difficultés de mise en œuvre de ces Conventions**

- manque de moyens humains et de ressources financières
- insuffisance de suivi et de données statistiques
- insuffisances importantes de textes d'application nécessaires à la définition de normes nationales
- absence des instruments de mesure adaptés aux besoins

# Instrumentes politiques

## Harmonie et divergences entre les approches par pays

**Obligations communes** des parties dans le cadre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto

### **Divergence entre les Etats**

- intégration diversifiée ou non de la CCNUCC dans les législations et textes nationaux
- niveau inégal de formation des cadres et gestionnaires des aires protégées pour aborder la problématique des CC
- absence d'harmonie dans les approches de mise en œuvre de la CCNUCC et son impact sur les aires protégées

# Instruments politiques

## Recommandations relatives aux instruments politiques

- Adopter et mettre en œuvre la politique environnementale
- Harmoniser les politiques sous-régionales
- Améliorer le cadre juridique (adapter au contexte actuel)
- Développer la collaboration avec les pays voisins pour la gestion des aires protégées transfrontalières en prenant en compte les CC
- Mettre en place des mécanismes continus de suivi et d'évaluation des politiques et des stratégies
- Elaborer et mettre en œuvre un programme sous-régional de formation en CC
- Mobiliser les ressources financières internes et externes durables pour soutenir les actions d'atténuation et d'adaptation aux CC

# Capacités institutionnelles

## Problèmes

- Les problèmes communs à tous ces pays sont généralement liés à la faiblesse des capacités humaines, techniques et financières, etc
- Le niveau de capacités n'est pas le même dans tous les pays

## Appuis aux Etats

- Partenaires au développement
- Coopération sous-régionale
- Institutions de recherche et de formation
- Médias
- Femmes
- Arts et spectacles
- ONG nationales et internationales



# Capacités institutionnelles

## Recommandations

- Renforcer les capacités (humaines, matérielles et financières) des structures de gestion des AP
- Renforcer les capacités des institutions à intégrer les questions de CC dans la planification et le cycle des programmes et projets relatifs aux aires protégées
- Renforcer les Points Focaux CCNUCC ainsi que les organes régionaux
- Renforcer les capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora internationaux sur les CC
- Augmenter et diversifier le nombre des délégués nationaux aux COP

# Etat du niveau de sensibilisation/compréhension du CC

## Par les décideurs au niveau national...

- Dans l'ensemble, prise de conscience des enjeux des CC
- Nécessité d'avoir des actions ciblées vers les questions d'impacts sur les AP

## Au niveau régional...

Les forces :

- existence d'une politique nationale de l'environnement
- existence des plans, stratégies et programmes sectoriels intégrant la protection de l'environnement et la réduction de la pauvreté
- équipement et certaines institutions ont été renforcées

# Etat du niveau de sensibilisation/compréhension du CC

## Au niveau régional...(suite)

Au plan institutionnel :

- existence d'institutions ou cadres de coordination
- existence de cadres de concertation et/ou comités nationaux et structures régionales
- existence des points focaux des conventions.

Au plan individuel, il y a surtout une prise de conscience de l'évolution du climat et de ses effets sur les activités socio-économiques et le cadre de vie

# Etat du niveau de sensibilisation/compréhension du CC

## Recommandations

### Sensibilisation / Information

- Sur dispositions législatives et réglementaires en matière de CC ;
- Sur engagements du pays à l'égard de la CCNUCC et les avantages liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto
- Sur CCNUCC et sa prise en compte systématique dans les programmes et projets de développement

### Renforcement des capacités

- Ateliers de formations régional et sous-régional et des programmes d'échange relatifs à l'impact des CC sur les aires protégées
- Journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur les CC

# Conclusion



- Prise de conscience des effets des CC sur les AP
- Efforts de développement et mise en œuvre d'instruments politiques adéquats relatifs aux CC et AP



- Peu de sources de données
- AP des pays de l'étude se sont fortement dégradées pourtant elles jouent un rôle écologique et économique très important
- Intégration des politiques sectorielles nécessaire
- Peu de sensibilisation, formation, participation de tous les acteurs
- Peu de ressources financières